

les affaires

Les Affaires, no. No: 34

Dossiers, samedi 27 septembre 2014, p. 30,31

TECHNOLOGIES PROPRES

Une chance aux futurs fleurons québécois

Anne Gaignaire

L'industrie des technologies propres gagnerait à ce que le secteur public devienne une vitrine technologique pour ses innovations. C'est la conclusion d'un rapport dévoilé ici en exclusivité.

La firme Airex Énergie a conçu un torréfacteur de biomasse qui transforme la matière première (sciure, copeaux de bois, etc.) en combustible. Elle a commencé ses recherches en 2010. Quatre ans, une preuve de concept et deux unités pilotes plus tard, elle s'apprête à construire une usine de démonstration de fabrication de biocharbon à Bécancour.

«On espérait avec nos unités pilotes ne pas être obligés de construire une usine de démonstration, reconnaît Sylvain Bertrand, directeur général d'Airex Énergie. Mais les clients veulent être rassurés sur les performances et les capacités de notre appareil. Ils veulent connaître les coûts d'exploitation et de maintenance, ainsi que le niveau de productivité, la consommation énergétique, etc.» Toutefois, on ne peut connaître ces éléments qu'en faisant fonctionner l'appareil en grandeur nature sur une durée assez longue.

L'usine de 14 000 pi² est censée ouvrir ses portes au premier trimestre de 2015 et l'expérience devrait durer

18 mois. L'avenir de l'usine sera fixé plus tard. Le coût de construction s'élève à 7 millions de dollars, auquel s'ajoutent les dépenses engagées pour les phases antérieures de conception. Et cela, avant même que le premier torréfacteur ne soit vendu.

Réduire le risque apparent

Plusieurs entreprises en technologies propres ne survivent pas à ce long processus. L'industrie fait face à deux défis majeurs. Non seulement la conception de ses innovations demande beaucoup de temps en R-D, mais leur phase de commercialisation est bien plus difficile, pour les entreprises, que celle des produits conventionnels.

«Cette étape coûte 10 fois plus cher que celle de la R-D», indique Denis Leclerc, pdg d'Écotech, la grappe des technologies propres du Québec. Leurs technologies se heurtent au mur de la peur des entreprises, dont un grand nombre refuse de s'engager dans l'achat de produits non éprouvés.

«Pour réduire le risque apparent de ces innovations, il faut trouver des bancs d'essai», affirme Denis Leclerc. L'enjeu est donc de repérer le premier utilisateur. Celui qui déblocquera la situation en pouvant afficher le succès de son acquisition. «On ne peut pas demander cela aux entreprises privées, dit Martin Damphousse,

maire de Varennes. Elles ont des objectifs de rentabilité, des actionnaires à contenter...»

L'industrie des technologies propres gagnerait à ce que le secteur public - organismes publics et parapublics ainsi que sociétés d'État - devienne une vitrine technologique pour ses innovations. C'est la conclusion d'un rapport réalisé par **Deloitte** pour Écotech. «Le gouvernement accorde déjà des crédits d'impôt aux entreprises. Il pourrait aller plus loin pour rendre encore plus efficace son intervention en utilisant des technologies propres innovantes», souhaite le pdg d'Écotech.

Accepter de les tester et prouver qu'ils fonctionnent donnera confiance au secteur privé, plus enclin alors à les acquérir. C'est la seule voie de salut pour de nombreuses start-ups du secteur, dont plusieurs ne réussissent pas à se rendre au bout du processus par manque de financement. D'autres s'orientent vers l'étranger pour trouver des bancs d'essai, au risque de ne pas revenir au Québec.

«Les marchés publics représentaient, en 2009, 28,7 milliards de dollars. C'est une manne énorme et sous-exploitée», constate Louis J. Duhamel, conseiller stratégique chez **Deloitte** qui a dirigé l'étude. À la suite de ce rapport, Écotech émet six recommandations. Toutes visent le



NEWSCAN.COM

«révisé par GEDROM SN

même but : «Que les organismes publics donnent leur première chance aux entreprises de technologies propres qui pourraient devenir des fleurons québécois».

Gérer le changement

Ce virage demanderait des changements de procédures. Deloitte recommande de revoir le cahier des charges lors des appels d'offres. «On privilégie le plus bas soumissionnaire, mais on ne regarde pas combien le produit coûtera à plus long terme», déplore le conseiller stratégique. Cette habitude nuit aux technologies propres, souvent plus chères à l'achat, mais qui ont souvent une durée de vie plus longue.

«Le gouvernement doit ouvrir le chemin. De plus, il peut se retourner plus facilement qu'une entreprise

privée en cas d'insuccès», estime Louis J. Duhamel.

Cela demande toutefois une gestion du changement, conclut-il. À l'heure de la tendance à l'achat local, ce devrait être un argument de plus en faveur d'une évolution.

LES RECOMMANDATIONS D'ÉCOTECH

> Amener les organismes publics et parapublics à devenir des bancs d'essai et des vitrines technologiques pour les technologies propres.

> Augmenter les investissements des organismes publics et parapublics consacrés à la mise en valeur des technologies propres.

> S'assurer que les appels d'offres des organismes publics et parapublics

prévoient des pratiques d'acquisition écoresponsables à partir de l'année financière 2014-2015.

> Mettre en avant, lorsque c'est applicable, la notion de coût total de possession (CTP) afin de mieux refléter les coûts afférents d'entretien et de suivi des biens et services dans l'attribution des contrats publics.

> Faciliter le maillage entre les acheteurs publics et les fournisseurs de technologies propres afin de faire découvrir l'éventail québécois des solutions technologiques.

> Promouvoir auprès des acheteurs des secteurs public et parapublic l'utilisation d'appels d'offres axés sur la performance.

redactionlesaffaires@tc.tc

Illustration(s) :

«Les clients veulent être rassurés sur les performances et les capacités de notre appareil», reconnaît Sylvain Bertrand, d'Airex Énergie.

© 2014 Les Affaires ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20140927-ZL-0029 - Date of issue : 2014-09-24

This certificat is issued to Marilyne Plouffe PR for personal and temporary display.

[Back to table of contents](#)